

Inch'Allah l'ÉGALITÉ !

Sur la rencontre « Regards croisés de femmes en lutte – Chemins vers un féminisme sans frontières » par Nadia De Mond

La feuille de chou du Collectif des Féministes pour l'Égalité

« Regards croisés de femmes en lutte. Chemins vers un féminisme sans frontières » était le titre d'une rencontre internationale de femmes, organisée à Paris du 16 au 18 novembre 2012 par le Collectif Féministes Pour l'Égalité (Le CFPE est né en 2004 et est formé d'un groupe de féministes qui luttent pour l'égalité et contre toutes les discriminations en s'enrichissant de leurs diversités culturelles. Il est composé de femmes athées ou croyantes, notamment musulmanes, portant ou pas le voile – et qui refusent toutes l'idée d'un modèle unique d'émancipation des femmes, dans une lutte pourtant commune contre le patriarcat dans toutes les sociétés), sans précédents pour le caractère et la qualité de ses interventions.

Faisant, quant à moi, activement partie d'un mouvement féministe international comme la Marche Mondiale des Femmes, j'avais eu maintes occasions de rencontres/débats avec des femmes qui luttent pour leurs droits dans le monde entier. Mais ce colloque, de caractère plus politico-théorique, m'a fourni des outils pour encore élargir et approfondir ma compréhension de l'envergure des enjeux, cachés en quelque sorte sous le titre « question femmes ».

La rencontre partait d'une (re) connaissance commune du caractère universel des discriminations et des violences envers les femmes qui ne varient que selon les phases historiques et les rapports de force que les femmes réussissent à imposer. Phases historiques qui, du point de vue des femmes, ne correspondent d'ailleurs pas à la périodisation linéaire, progressive et eurocentrique à laquelle on nous a habituéEs.

D'emblée, en introduisant l'ensemble du colloque, la première invitée, Aminata Traoré, a posé des questions brûlantes d'actualité, qui demandent une mise au point du discours féministe, à la hauteur des enjeux politiques dans un monde globalisé, militarisé et écologiquement épuisé.

Tout d'abord la question de l'utilisation de la défense des droits des femmes, désormais généralisée à plusieurs longueurs de méridien, pour couvrir des politiques de pillage, d'exploitation et de domination – allant jusqu'à l'intervention militaire – de régions stratégiques de par le monde. Les discours des puissances militaires

occidentales qui ont envahi l'Afghanistan sous le prétexte de la défense de l'intégrité physique des femmes afghanes est inacceptable. Il a été repris à plusieurs occasions sous des formes similaires dans d'autres contextes. C'est souvent la « menace islamique » qui est utilisée pour justifier une intervention impérialiste – ainsi comme le péril artificiellement personnifié par les immigrés dans « nos » métropoles est brandi dans le vieux continent pour imposer des politiques sécuritaires. Le dernier exemple en est la menace d'intervention de troupes étrangères au Nord du Mali, qui va être délibérée dans les jours qui viennent par le Conseil de Sécurité, en affichant l'objectif du combat aux forces militaires fondamentalistes islamiques qui ont envahi le pays et qui jettera les bases pour une présence militaire néo-coloniale de longue durée.

De même n'existe-t-il pas de document des institutions multilatérales qui ne s'empressent à souligner l'importance primordiale des femmes dans le développement des pays du soi-disant tiers monde, avec comme corollaires des centaines de projets de formation et de microcrédit, sponsorisés par les mêmes institutions, comme la Banque mondiale, qui pillent le Sud par leur politique globale de libéralisation des marchés qui démantèle les économies locales, basées sur la subsistance, et desquelles les femmes sont les premières victimes. La réponse « not in our name ! » est plus que jamais actuelle, et la question est posée de l'organisation indépendante des femmes et des secteurs populaires, dans le Sud comme dans le Nord, face à la manipulation de leur sort soit par les gouvernements nationaux que de la part des organismes multilatéraux soi-disant super-partes.

« Luites, résistances et alliances en situations (post)coloniales » était le titre de la table ronde suivant l'introduction d'Aminata et qui s'est notamment posé la question de comment on peut promouvoir l'émergence de modèles d'émancipation pluriels dans un cadre d'un système sociopolitique et économique infériorisant les populations colonisées. A cette table on a regretté l'absence d'Aida Touma, féministe palestinienne, retenue à Gaza en train d'être bombardée tandis que l'optique antisioniste et pour le Boycott d'Israël a été exprimée par Michèle Sibony féministe juive antisioniste qui, face à ces nouvelles agressions, a cité un appel de Femmes en Noir juives d'Israël à leur gouvernement

en Noir juives d'Israël à leur gouvernement qui s'intitule : « Ne me défendez pas ! » Le débat sur les alliances et/ou conflits de loyauté a continué l'après-midi avec d'autres intervenantes.

La deuxième partie de la rencontre s'est penchée sur l'actualité des processus de changements politiques et sociaux en cours et notamment sur le rôle des femmes dans les soulèvements populaires arabes avec Amel Ben Said, médecin spécialisée en santé sexuelle et engagée dans le syndicalisme (UGTT), et Sonia Dayan Herzbrun, professeur à l'UFR, experte du Mashrek.

Ce qui m'a frappé dans la rencontre c'était la capacité et la disponibilité des femmes invitées de d'abord « balayer devant leur porte », c.à.d. de regarder d'un œil critique, féministe, le discours dominant dans son propre « camp » : national, religieux, racial,... tout en gardant à l'esprit la complexité des relations de domination, imbriquées les unes avec les autres. Cette approche évite de lire de façon simpliste et erronée ce qui se passe par exemple à la suite des révolutions arabes comme une simple avancée des forces intégristes qui menacent la liberté déployée par les femmes dans les processus révolutionnaires. Les contributions au colloque des féministes arabes, musulmanes et connaisseuses de la région nous ont fait comprendre la potentialité de lutte sociale et émancipatrice présente à la base de ces sociétés, culturellement musulmanes, qui sont souvent incomprises par un regard occidental trop habitué à n'identifier les alliéEs que par ses similitudes, confessionnelles et « modernes ». A ce sujet il faudra certainement mieux approfondir, dans nos milieux, le lien existant entre la laïcité, telle qu'elle est interprétée en France, et l'imposition coloniale d'un modèle de société à la fois occidental et dictatorial, avantageux autant pour les puissances impérialistes que pour des élites locales restreintes et séparées des masses « arriérées ».

A plusieurs reprises dans la rencontre on a touché au mythe de la modernité introduit par le colonialisme soit britannique soit français qui s'est greffé sur des relations de classe et de genre préexistantes, parfois plus favorables aux femmes et aux personnes LGBTQ. En Inde par exemple où les transsexuellEs jouissaient d'une certaine reconnaissance avant l'arrivée des Anglais tandis que l'Inde moderne a tardé jusqu'en 2009 pour dépénaliser l'homosexualité (comme l'a souligné l'intervention de P.Bacchetta).

Plusieurs intervenantes ont relevé le caractère contradictoire du « féminisme d'Etat » : Aminata Traoré, l'Irakienne Zahra Ali, ou encore Sonia Dayan, experte du Moyen Orient, qui nous a parlé de l'Egypte. Il s'agit là souvent d'une appropriation d'un discours et de l'introduction de mesures qui produisent un clivage – de classe et parfois ethnique – entre les intérêts d'un groupe restreint de femmes, liées au pouvoir, et la masse populaire des femmes nullement touchées par les politiques soi-disant émancipatrices.

La théologienne féministe musulmane Asma Lamrabet a porté la réflexion à un niveau plus spirituel. Selon elle et ses collègues qui luttent pour l'émancipation des femmes à partir d'une interprétation libératoire du Coran, ce n'est pas l'islam spirituel qui pose problème mais bien l'islam institutionnel, utilisé pendant des siècles par des régimes autocrates et patriarcaux. Elles en questionnent la grille de lecture en apportant leurs propres interprétations aux textes sacrés et refusent de se laisser enfermer dans le dilemme du choix entre l'obéissance acritique à leur culture, dominée par un islam traditionnel, et l'adhésion à une idéologie hégémonique impérialiste. En citant Averroès elle a illustré son approche du féminisme occidental : « Pour que le dialogue interculturel et interreligieux soit propice il faudra faire l'effort de comprendre l'autre dans son propre système de références ».

La féministe afro-brésilienne, Sueli Carneiro a aussi parlé de l'intégration de différentes conceptions du féminisme, résultant de différentes expériences de vie. L'identité féminine noire est doublement stigmatisée et sous valorisée. Il faut reconnaître le caractère fallacieux d'une conception pseudo-universaliste du féminisme qui occulte ces stigmates et inégalités et politiser les inégalités de genre, combinées avec celles de race et de classe. Les priorités et les pratiques ne sont pas les mêmes pour tout le monde. Il faut « noircir » le féminisme qui jusqu'ici a été daltonien, aveugle aux couleurs. Comme dit justement Sueli : « Toutes les personnes blanches – qu'elles le veuillent ou non – sont privilégiées par le racisme, mais toutes les personnes blanches ne sont pas signataires du racisme. C'est là que s'ouvre un espace politique. »

Le dialogue entrepris par ce colloque nous a ouvert le chemin vers la construction d'un féminisme pluriel, outil indispensable pour celles et ceux qui veulent révolutionner le monde.

Présentation de la Rencontre internationale de femmes organisée par le Collectif des Féministes pour l'Égalité à Paris, les 16, 17, 18 novembre 2012

En partenariat avec : la Fondation Un Monde Par Tous, le Cedetim/IPAM, Participation et Spiritualité Musulmanes, l'association Islam & Laïcité, la Région Ile-de-France.

DES FEMMES LUTTENT PARTOUT DANS LE MONDE. Elles luttent pour le droit d'exister dans leur humanité, leur dignité et leurs droits.

Pourtant leur engagement et leur détermination ne sont pas jugés à la même aune selon leur appartenance religieuse, culturelle, politique ou sociale. Certaines femmes sont enfermées dans une lecture conservatrice des traditions religieuses et leur engagement disqualifié, d'autres sont posées comme garantes des valeurs universelles.

Cette guerre idéologique entrave le dialogue entre féministes, nuit à la convergence entre les luttes des femmes, voire divise le mouvement féministe en profondeur, l'affaiblit dangereusement alors que les droits, paroles et libertés de la moitié de l'humanité sont malmenés et appellent à des mobilisations communes.

La problématique religieuse, en particulier, et la revendication d'une réflexion indépendante par les femmes sur leur spiritualité traversent comme autant de fractures les champs militants.

Reprendre le débat laissé en suspens, construire des passerelles et des passages, tels étaient les enjeux de notre projet. La rencontre se proposait d'ouvrir un espace de dialogue féministe en refusant les pièges et les simplifications qui ont entravé les débats récents et les ont souvent rendus stériles et douloureux.

Confronter les points de vue, les expériences, les questionnements, repérer les nœuds et les tensions, les convergences et les divergences et faire circuler la réflexion, construire les échanges et irriguer à nouveau la réflexion féministe dans son ensemble. Redonner vie au débat pour construire une dynamique de pensée capable de se donner les outils pour affronter le temps présent.

Tels étaient les enjeux de cette rencontre internationale.

INTERVENANTES PRESENTIES

Zahra Ali (Irak),
Paola Bacchetta (États-Unis),
Aïda Touma (Palestine),
Amel Ben Saïd (Tunisie),
Sueli Carneiro (Brésil),
Maïssan Hassan (Égypte),
Sonia Dayan Herzbrun
(France),
Asma Lamrabet (Maroc),
Fakia Medjahed (Algérie),
Ziba Mir Hussein (Iran),
Yvonne Ngoyi (RDC),
Michèle Sibony (France),
Aminata Traoré (Mali),
Amina Wadud (États-Unis).

